

LE PARTENARIAT



Une coopération à taille humaine

2013

RAPPORT D'ACTIVITES

Pour un développement local, durable et solidaire



SOMMAIRE

Remerciements	Page 4
Présentation de l'Association.....	Page 5
Le Pôle Coopération.....	Page 6
Les Projets au Sénégal.....	Page 7
<i>Thématique 1 - Gouvernance Locale.....</i>	<i>Page 8</i>
<i>Thématique 2 – Education.....</i>	<i>Page 13</i>
<i>Thématique 3 – Santé.....</i>	<i>Page 21</i>
<i>Thématique 4 – Environnement.....</i>	<i>Page 26</i>
Les Projets au Maroc.....	Page 30
<i>Thématique 1 - Education.....</i>	<i>Page 31</i>
Le Pôle Education au Développement.....	Page 33
L'accompagnement des porteurs de projet.....	Page 35
Public d'adultes et acteurs de l'Education.....	Page 42
Public enfants et lycéens.....	Page 44
Le travail en réseau.....	Page 47
Le projet MDG'15.....	Page 50
Revue de Presse.....	Page 55

REMERCIEMENTS

Nos actions et réalisations en France, au Sénégal et au Maroc sont le fruit des concertations et des collaborations avec différents acteurs : institutionnels, associatifs, universitaires, etc. Nous tenons à remercier tous ces partenaires pour leur confiance et leur soutien à l'égard des projets que nous menons :

♦ En France

Le Ministère des Affaires Etrangères –La Région Nord-Pas-de-Calais - Le Département du Nord - Ville de Lille - Ville de Saint-Laurent-Blangy - Agence Française de Développement- - Secrétariat Général aux Affaires Régionales (Préfecture du Nord)- Lianes coopération – France Volontaires- Cités Unies France - Fondation de France - Rectorat de Lille - Inspection Académique du Nord - Centre Régional de Documentation Tiers-monde - Agence de l'Eau Artois Picardie –Educasol- UNESCO- Ademe- Caisse d'Epargne Nord France Europe - Espaces Naturels Régionaux- EDF- Eaux du Nord - Fondation Powéo - Citéos- - ABEJ-IDDR-

♦ En Europe

Commission Européenne (EuropeAid) - Studio Globo- Leeds Development Education Center- Partners Poland- Partners Czech Republic.

♦ Au Sénégal

Service de Coopération et d'Action Culturelle - Conseil Régional de Saint Louis – Conseil Régional de Matam - Région Médicale de Saint Louis - Commune de Saint Louis - Inspection d'Académie de Saint Louis et de Matam – Service Régional d'Action Sociale - Agence Française de Développement - Association Ardèche Drôme Ourosogui (ADOS) - Agences Régionales de Développement (Région de Saint Louis et de Matam) - Agence de Développement Communal (Saint-Louis) - Communes et Communautés Rurales de la Région de Saint Louis et de la Région de Matam- Collectif des enseignants de Saint-Louis.

♦ Au Maroc

La Région de Doukkala Abda- Ministère de l'Education Nationale – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Initiative Nationale pour le Développement Humain – Commune Urbaine de Safi - Délégation Régionale du Secrétariat à l'Eau et à l'Environnement – Délégation provinciale de Safi du Ministère de l'Education Nationale – Délégation Régionale de Safi du Ministère de la Santé

Nous remercions enfin tous les membres de l'Association sans qui toutes les réalisations n'auraient pas abouti.

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Le Partenariat est une association (loi de 1901) créée en 1981 suite au jumelage entre deux villes : Lille et Saint-Louis. Rapidement, elle devient opérateur de coopération entre les collectivités du Nord (Conseil Régional Nord Pas de Calais, Conseil Général du Nord, Commune de Saint Laurent Blangy) et les collectivités de la Région de Saint Louis au Sénégal. Très vite, l'association a souhaité faire évoluer ses actions afin de répondre de manière efficace aux besoins et aux attentes des populations locales. Différents programmes d'actions ont ainsi pu émerger, encadrés sur place par des volontaires. Après 32 années d'existence, l'association, qui est toujours présente dans la ville de Saint-Louis, a développé des activités dans toute la Région de Saint-Louis et depuis 2010 dans la Région de Matam. Depuis 2007, elle intervient également dans la Région de Doukkala-Abda au Maroc.

Le rôle du Partenariat en tant qu'association de Solidarité Internationale est de participer à la mobilisation de différents partenaires institutionnels, techniques ou financiers et de catalyser les initiatives entre le Nord et le Sud. Elle organise dans le Nord-Pas de Calais des actions de sensibilisation à la citoyenneté internationale mais également à la mondialisation et au développement durable. Pour promouvoir cette mission, elle a créé le centre Gaïa, véritable espace d'immersion et d'animation à destination du grand public et plus particulièrement des enfants.

Sur l'ensemble de ses territoires d'intervention, l'association met en œuvre des programmes de développement socialement responsables et respectueux de l'environnement. En vue de parvenir à développer « une coopération à taille humaine sur un territoire délimité », valeur clé de l'association, le Partenariat s'est fixé différents objectifs :

- ♦ La promotion du **développement des pays du Sud** dans un esprit de réciprocité ;
- ♦ **Susciter et encourager les échanges** entre les collectivités du Nord-Pas de Calais et celles du Sud, dans un esprit de partenariat et d'échanges ;
- ♦ **Pratiquer et favoriser l'Education au Développement** au Nord et au Sud ;
- ♦ Développer entre les populations, les associations locales, les groupements sociaux et les collectivités locales et territoriales des pays du Sud et de la Région Nord-Pas de Calais, **des relations privilégiées et des échanges** en matière d'éducation, de santé, de culture, d'économie, de gestion municipale, de développement des quartiers, d'urbanisme, d'action sociale, de tourisme et de sport ... et de réaliser un échange permanent d'informations et d'expériences ;
- ♦ Développer et **mettre en œuvre des formations professionnelles** qualifiantes et non qualifiantes dans les domaines suivants : Education au Développement, Développement durable, inter-culturalité, citoyenneté internationale, insertion et maintien dans l'emploi et dans tout autre domaine en lien avec les valeurs de l'association ;
- ♦ Intégrer dans les activités la **dimension mondiale et locale du développement durable** en démontrant que les enjeux sont liés, et qu'ils concernent tous les habitants de la planète.

LE POLE COOPÉRATION

Le Partenariat développe ses programmes au Sénégal et au Maroc en agissant, d'une part en tant qu'opérateur des coopérations décentralisées des collectivités locales des régions Nord-Pas de Calais, de Saint-Louis et de Doukkala-Abda, et d'autre part comme Organisation Non Gouvernementale en mobilisant des fonds d'origine publique ou privée.

Une méthodologie :

Le Partenariat prône une démarche d'intervention bien spécifique :

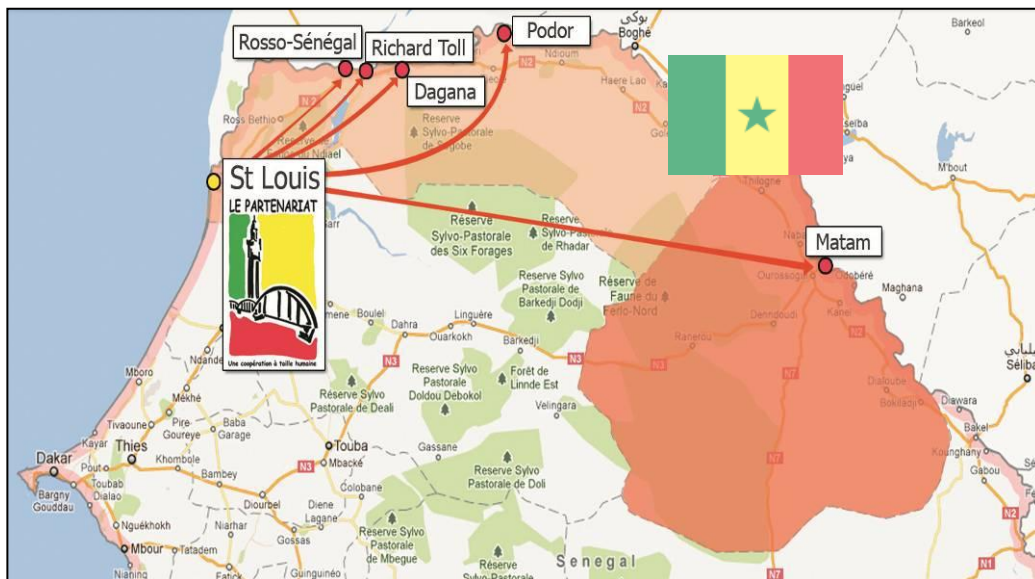
- ♦ Diagnostic concerté des besoins et des réponses, évaluation (identification, élaboration, mise en œuvre, évaluation)
- ♦ Réalisation :
 - Travail en réseau
 - Des programmes placés sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales ;
 - Responsabilisation et mobilisation des compétences des structures locales ;
 - Renforcement de capacités des partenaires locaux (dans le cadre de la décentralisation) ;
 - Mobilisation des ressources locales
 - Promotion de la démocratie participative ;
- ♦ Evaluation.

Une action à long terme :

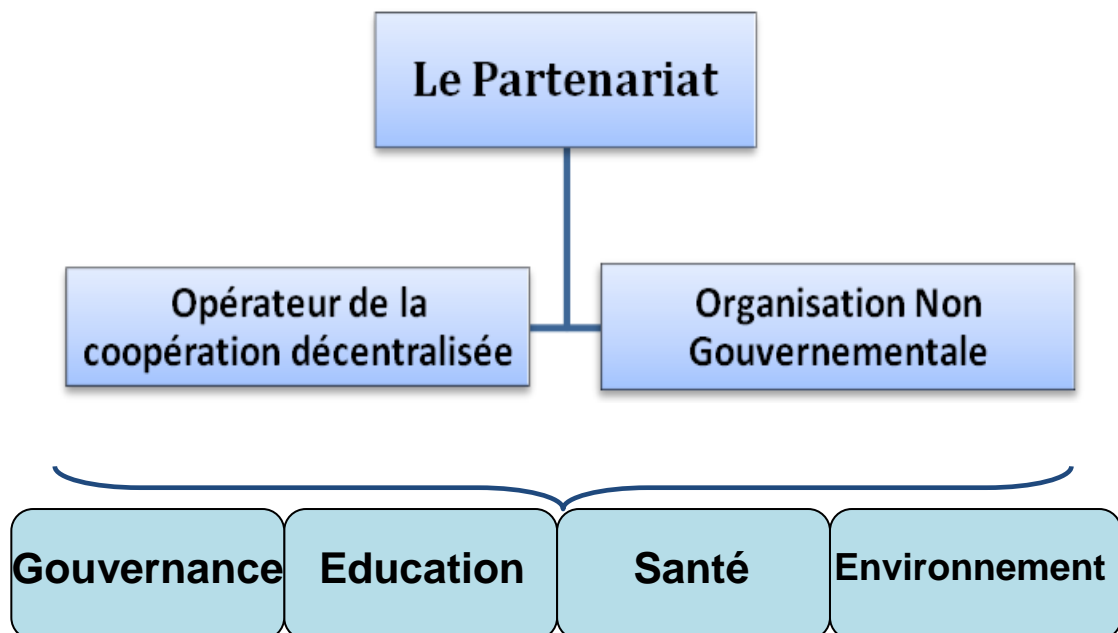
La coopération, afin de réaliser son objectif de structuration des acteurs locaux, a besoin d'être engagée sur du long terme. Comme tout processus, il y a des évolutions dans les relations et les actions qui se développent entre les partenaires, mais toujours ce besoin de continuité.

Le Partenariat mobilise une équipe permanente dans chaque pays de son intervention : France, Sénégal et Maroc. En outre, cela permet de créer du lien et de faciliter les relations entre les acteurs.

La Coopération avec le Sénégal



Thématiques et cadre d'intervention du Partenariat au Sénégal :



Axe d'intervention 1 : Gouvernance Locale

Appui institutionnel aux collectivités locales du département de Dagana

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée - Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectif : Œuvrer pour un développement local, participatif et durable des Collectivités Locales du Département de Dagana.



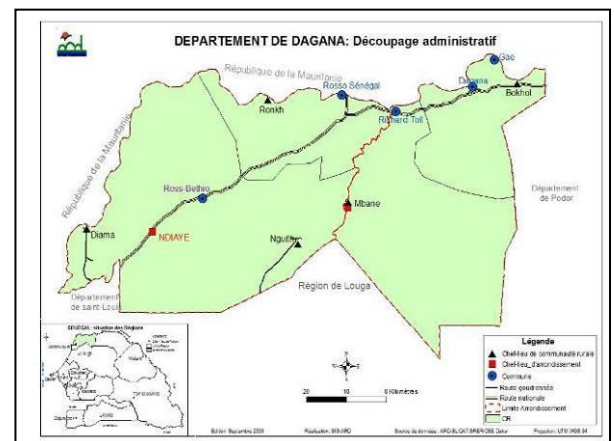
Structuration du Groupement d'Intérêt Communautaire

En collaboration avec le Partenariat et l'appui du Conseil Général du Nord, le Cadre de Concertation des Collectivités du Département de Dagana s'est institué en Groupement d'Intérêt Communautaire rassemblant 11 collectivités du Département de Dagana

Un Décret du Ministère des Collectivités Locales et la Décentralisation a permis d'officialiser la création du GIC.

Cette nouvelle entité politique et administrative poursuit plusieurs objectifs :

- ♦ Renforcer la dynamique de coopération entre collectivités ;
- ♦ Créer un cadre juridique favorable ;
- ♦ Accroître les investissements dans le département de Dagana ;
- ♦ Augmenter le pouvoir de négociation des élus du Département ;
- ♦ Améliorer l'efficacité d'action.



Il dispose de cinq axes d'intervention :

- ♦ Développement Economique Local
- ♦ Environnement et Développement durable
- ♦ Services Sociaux de Base ;
- ♦ Culture-Patrimoine et tourisme
- ♦ Coopération et cellule départementale du numérique

Elaboration des plans d'Action et du Budget du GIC

Elaboration des plans d'action :

Dans le cadre de ces prérogatives, le GIC a tenu l'ensemble des commissions thématiques afin d'élaborer et de valider les plans d'action pour le lancement du programme 2013 – 2015. Il existe 1 Commission par axe d'intervention.

Chaque commission établit un plan d'action sur la base de priorités qui sont déterminées en lien avec les services techniques référents.

La Commission Environnement et Développement Durable a fixé 3 axes prioritaires :

- 1) Préservation de la biodiversité
- 2) Réduction de la vulnérabilité face aux changements climatiques
- 3) Promotion des énergies renouvelables.

Ces axes permettent d'identifier les projets visant à atteindre les objectifs fixés par la Commission.

- 1) Reboisement des infrastructures communautaires
- 2) Mise en place d'un plan climat territorial
- 3) Diffusion et accès à l'énergie biogaz

En tant qu'opérateur, le Partenariat accompagne le GIC pour l'élaboration et la mise en œuvre de son plan d'action.

Elaboration et vote du budget du GIC :

En tant que Collectivité locale à part entière, le GIC a élaboré son budget pour la première fois. Il s'agit d'une avancée importante dans la perspective de l'autonomisation du GIC. Le budget a été voté le 18 mars 2014 lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée du GIC. Etaient présents :

- L'Adjoint au Préfet,
- Le Bureau du GIC,
- L'AG du GIC (Vingt Conseillers),
- Les Services Techniques (Action Sociale et les Eaux et Forêts).



*Election de la Présidente du GIC –
Madame Anta DIOP, le 8 mai 2013*



*Délégation du SCAC auprès du GIC de
Dagana*

Axe d'intervention 1 : Gouvernance Locale

Appui à la Gouvernance et à la Citoyenneté dans les Communes de la Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée - Conseil Régional du Nord-Pas de Calais et Conseil Régional de Saint-Louis

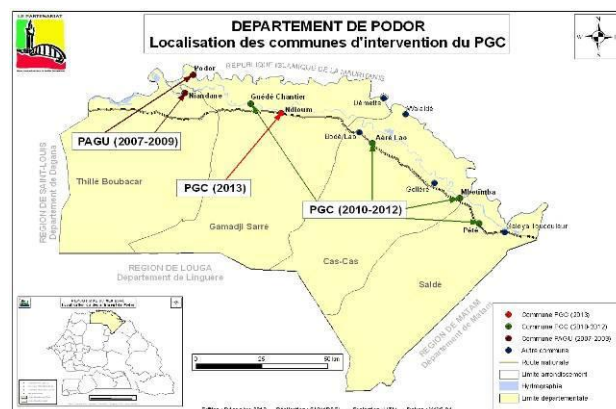
Objectif : Le but du programme est de promouvoir un développement local participatif, basé sur la concertation et le renforcement du dialogue entre la société civile et les collectivités locales dans la région de Saint-Louis.



Contexte :

Le Programme Gouvernance et Citoyenneté est mis en œuvre pour promouvoir un développement local participatif basé sur la concertation et le renforcement du dialogue entre la société civile et les collectivités locales.

Ce programme se base sur les expériences des précédents programmes de coopération et s'intègre dans le dispositif global d'appui au développement des collectivités locales de la région de Saint-Louis, dont le Conseil Régional et l'Agence Régionale de Développement de Saint-Louis assurent le pilotage, le suivi et la coordination.



D'une manière générale, le programme a permis d'intervenir dans **treize communes depuis son lancement en 2003**.

Pour le programme 2013, la Commune de Ndioum a été ciblée. L'équipe municipale actuelle, a déjà mis en place ses Conseils de Quartiers légitimés par un arrêté municipal depuis 2009, lors d'une précédente intervention du programme.

Dans cette perspective, le programme vient consolider et renforcer le dispositif déjà en place pour plus d'efficacité dans la prise en charge des missions assignées.



Montage institutionnel

<u>Maître d'ouvrage :</u>	Conseil Régional de Saint-Louis
<u>Maître d'ouvrage délégué :</u>	Commune de NDILOUM
<u>Assistance à la maîtrise d'ouvrage :</u>	ARD de Saint-Louis
<u>Maître d'œuvre local :</u>	Association Le Partenariat

Objectifs et activités :

Les objectifs recherchés, à travers la mise en œuvre du programme, à Ndioum, sont :

- Consolider et structurer les Conseils de Quartier mis en place.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux sur la gouvernance locale et la démocratie participative.
- Contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Investissement Communal à travers l'élaboration de Plans d'Actions de Quartier et la réalisation de projets communautaires dans chaque quartier.

Les activités du programme 2013 sont :

Axe 1 : Consolidations des CQ

1. Le renouvellement des Conseils de Quartier, un processus concerté et participatif
2. La formation des acteurs locaux (CQ, Elus et DQ)
3. L'ouverture d'un espace citoyen.

Axe 2 : Appui à la mise en œuvre du PIC

- 1 La tenue des ateliers de planification niveau quartier
- 2 L'élaboration de huit (8) Plans d'Actions de Quartier
- 3 La restitution et validation des PAQ

Axe 3 : Appui à la réalisation de projets communautaires

1. L'élaboration de huit (8) projets de Quartiers
2. La réalisation de huit (8) projets de Quartiers.

Une note méthodologique destinée à présenter le contenu de l'intervention du programme, et la démarche mise en place, a été élaborée par le Partenariat.



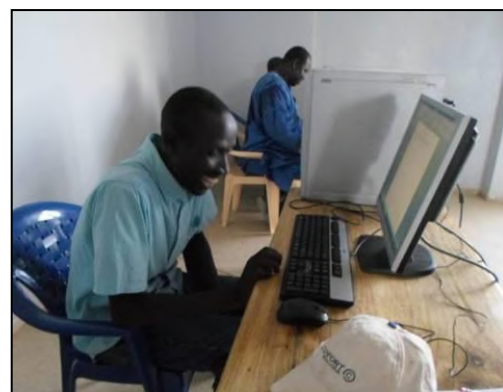
Installation du Comité de Suivi



Focus Group - Sensibilisation



Formation



Ouverture et équipement d'un espace citoyen

Thématique 1 : Gouvernance Locale

Bonne Gouvernance et renforcement des capacités communales

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : Ce programme a pour but de soutenir la commune de Rosso dans l'appropriation et la maîtrise de ses compétences décentralisées, et de favoriser la mise en œuvre de son plan d'investissement communal.



Renforcement des capacités de la Commune de Rosso

Le **Comité de Suivi** de la coopération qui permet de déterminer les axes d'intervention du programme. C'est dans ce contexte que la réunion du Comité de suivi s'est tenue **le 7 Mars 2013**. La rencontre est présidée par l'Adjoint au Maire de Rosso en présence de tous les acteurs et membres de la commission.

Une Délégation de Saint Laurent Blangy du 5 au 13 avril 2013 a permis de tenir le **Comité de Pilotage** du programme de coopération. Cette instance de premier ordre a pour mission de définir la stratégie générale du programme et les priorités de l'année en cours. Ce comité s'est tenu le 13 avril dans la salle de délibération de l'hôtel de Ville de Rosso. Il a validé les orientations prises par le Comité de suivi et entériné les perspectives de coopération pour la période 2013-2015

L'objectif visé est de continuer sur la dynamique engagée dans le cadre de l'appui à la décentralisation dans la Commune de Rosso. Dans cette optique, il s'est avéré nécessaire d'identifier avec le bureau municipal, un plan de renforcement de capacité des élus locaux. De ce fait quelques formations à destination des élus ont été identifiées.

Une mission de capitalisation des actions de coopération entre Saint Laurent Blangy et Rosso a été menée entre le 29 avril et le 28 octobre 2013. Cette mission a permis d'établir, de recenser l'ensemble des pratiques et de projets mis en œuvre depuis 10 ans par les deux communes.



Accueil de la Délégation Immercurienne

2004-2014
DIX ANS DE COOPÉRATION
SAINT-LAURENT-BLANGY ET ROSSO



Retour sur une coopération « à taille humaine »



Thématique 2 : Education

Accès à l'éducation secondaire – Département de Dagana

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectifs :

- Améliorer les conditions d'accès par la construction et la réhabilitation de salles de classe et l'équipement.
- Former des CGE, les personnels, les chefs d'établissements pour une meilleure gestion.
- Mieux impliquer les acteurs dans le processus de développement durable.



Construction et réhabilitation d'infrastructures scolaires

L'amélioration des conditions de l'accès passe par la construction, la réhabilitation et l'équipement. Elle permet à la fois d'inscrire plus d'élèves et de décongestionner les effectifs dans les salles de classe.

La priorité a été donnée aux Collèges du Département (compétence du Conseil Général du Nord). Les actions ont été identifiées par la Commission thématique Education du GIC de Dagana.

Collège de Gaé

La commission éducation pour l'année 3 (2012) du programme a validé la réhabilitation du bloc administratif du CEM.

Les travaux d'extension du bloc administratif du CEM de Gaé ont démarré le 21 Mars 2013. Le dépouillement a eu lieu le 20 Février, après 2 semaines de consultation. La réception provisoire est programmée pour le 25 Mai. Lors des différentes visites de chantier, le comité de suivi mis en place a constaté une bonne exécution des travaux.

Collège de Saré Lamou

Les travaux pour le collège de Saré Lamou concernent :

- La clôture grillagée
- Le bloc Sanitaire
- L'adduction d'eau



Clôture – Collège de Saré Lamou



Bloc sanitaire – Collège de Saré Lamou

Dans le cadre du plan d'action Education 2013, il a été décidé de mettre en place un projet symboliquement fort avec la construction du Collège de Taba Darou Salam.

La convention de lancement du projet a été signée en juin 2014. Le projet doit permettre :

- La construction de 3 blocs de 2 salles de classes,
- La construction d'un bloc de 8 box,
- La réhabilitation du bloc administratif,
- L'accès en eau potable.

Il bénéficiera à :

- 310 Elèves du Collège
- L'équipe pédagogique du Collège
- L'Association des Parents d'Elèves
- La population de la Communauté rurale de Diama et de son hinterland (14 Villages)

Le Chantier a été implanté le 23 juillet 2014 et réceptionné le 14 novembre 2014.



Réunion et implantation du chantier



Réception provisoire du chantier / Salle de classe et bloc sanitaire

Thématique 2 : Education

Amélioration des Conditions de Scolarisation – Commune de Rosso

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : La finalité du programme est de soutenir la commune de Rosso dans le suivi et la mise en place de projets de territoire en matière d'éducation.



Construction et réhabilitation des infrastructures scolaires

Prévue dans le plan d'action 2012, la construction de la Case des tout petits de Rosso (CTP de Rosso), projet emblématique de la coopération entre Saint Laurent Blangy et Rosso, a démarré le 6 Février 2013 ; les travaux sont réceptionnés courant le mois d'Avril.

A noter que pour ce projet, près de **15 000 euros de dons** ont été collectés par la Commune de Saint Laurent Blangy et le Partenariat.

Les DRP (demande de renseignement de prix) et l'avis d'appel d'offres ont été lancés

Réception Case des Tout Petits

Une commission restreinte composée de la Mairie et du Partenariat s'est réunie sur le site de construction de la case des tout petits de Rosso Sénégal pour procéder aux examens et vérifications nécessaires relatifs aux remarques formulées lors de la visite de Pré-réception du 2 Août 2013.

La CTP de Rosso a été inaugurée en présence d'une délégation de Saint Laurent Blangy, le 8 décembre 2013.

Aujourd'hui, la case accueille plus de 131 pensionnaires avec un encadrement (directrice et moniteurs/monitrices de collectivité



Vue d'ensemble CTP



Pensionnaires



Inauguration.

Thématique 2 : Education

Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS)

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l'Agence Française de Développement

Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires, l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base. Et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Le déficit en matière d'infrastructures du secteur de l'éducation a conduit à la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention s'inscrivant dans le cadre des politiques nationales. Le but étant de **contribuer à améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles** : ici, de la région de Saint-Louis et de Matam.

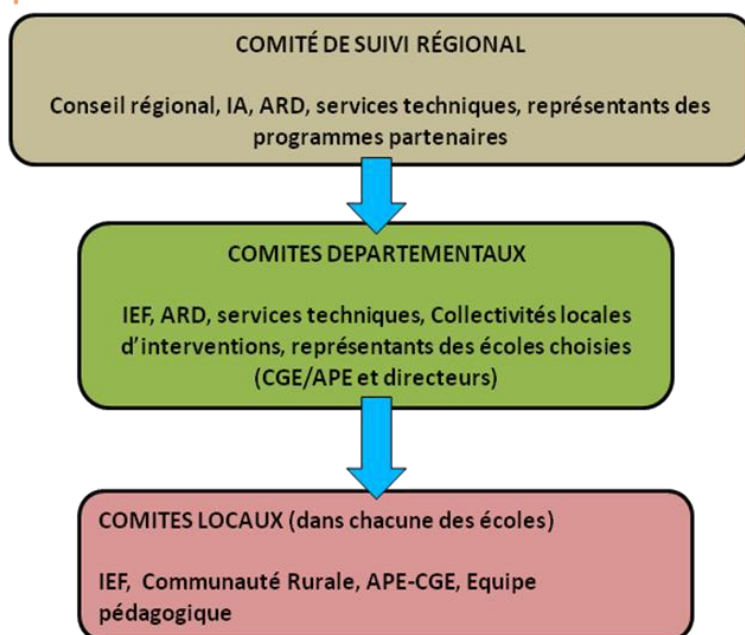
L'objectif pour 2012-2015 est d'améliorer le cadre de vie scolaire de 66 écoles et toucher plus de 10 000 élèves. Et pour cela, une forte mobilisation des acteurs locaux est requise à travers le développement d'activités.



Organe de pilotage et de coordination du programme



Le Programme d'Accès à l'eau en Milieu Scolaire – PAEMS: Méthodologie



Sous maîtrise d'ouvrage du Conseil régional: suivi du programme à l'échelle régionale, articulation avec les programmes en cours, études des besoins en eau et assainissement dans le secteur de l'éducation

Comités opérationnels de validation, lancement, bilan des interventions dans les écoles du département

Durant la durée de l'intervention dans l'école, assure le suivi local du chantier, des sensibilisations et du volet accompagnement. A cet effet, une convention est signée dans chaque école.

Etude sectorielle des besoins

Remise à jour des données en Région de Saint Louis :

En 2013, dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle programmation d'intervention, il a été décidé de remettre à jour l'étude sectorielle en région de Saint Louis et de mettre en place une étude des besoins en Région de Matam.

L'étude a permis de recenser 670 écoles élémentaires de la Région de Saint-Louis. Les résultats détaillés de l'étude et les cartes, réalisées avec l'ARD et les IEF, ont été présentés par le Partenariat lors du Comité de Suivi Régional du 4 Juillet 2013.

A l'échelle régionale, 57% des écoles n'ont pas accès à l'eau, et 25% d'entre elles n'ont accès à aucun ouvrage annexe.

En région de Matam, 403 écoles ont été recensées, dont 49% sans accès à l'eau. Les résultats de cette étude ont été présentés au Comité Régional de suivi du 24 juin 2013.

Ecoles de la Région de Saint Louis - Accès à l'eau, l'assainissement et clôture 2013

Département	Ecoles renseignées	Ecoles sans eau		Ecoles sans clôture		Ecoles sans blocs sanitaires	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%
Dagana	238	139	58%	154	65%	66	28%
Podor	304	163	54%	171	56%	116	38%
Saint-Louis	128	81	63%	95	74%	53	41%
Région	670	383	57%	420	63%	235	35%

Ecoles de la Région de Matam - Accès à l'eau, l'assainissement et clôture 2013

Département	Ecoles renseignées	Ecoles sans eau		Ecoles sans clôture		Ecoles sans blocs sanitaires	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%
Matam	189	70	37%	56	30%	93	49%
Kanel	131	54	41%	41	31%	65	50%
Ranérou-Ferlo	83	75	90%	61	73%	68	82%
Région	403	199	49%	158	39%	226	56%

Accès à l'eau et à l'assainissement

Au cours de l'année 2013, **21 écoles ont bénéficié d'une intervention dont 10 en Région de Matam.**

Au sein de cet établissement, le Partenariat met en place un pack intégré d'activités qui permet de répondre de manière transversale et adaptée aux besoins de l'école. En amont, des comités de pilotage à différents échelons territoriaux ont été mis en place afin d'identifier, de planifier, de suivre et d'évaluer les activités du programme.

A noter que le programme a permis la mise en place de 2 extensions longues du réseau d'eau potable et la création de 2 bornes fontaines villageoises.



Formation des enseignants

Proposition de pack intégré au sein d'une école

Volet 1 : Réalisation d'infrastructures

- ♦ Construction d'un bloc de 4 Box - latrines (séparation filles/garçons)
+ 1 Box – latrine pour les enseignants
- ♦ Construction d'une borne-fontaine
- ♦ Construction d'une clôture grillagée

Volet 2 : Sensibilisation et accompagnement

- ♦ Sensibilisation des élèves EHA / Environnement
- ♦ Formation des acteurs à l'entretien et à la maintenance
- ♦ Sensibilisation à la scolarisation des enfants
- ♦ Renforcement des compétences du Comité de Gestion d'Etablissement
- ♦ Formation des enseignants EHA/Environnement

Volet 3 : Mise en valeur de l'établissement

- ♦ Reboisement du site et réalisation d'une haie vive
- ♦ Accompagnement d'un micro projet environnemental



Clôture



Latrines standard du programme



Borne – Fontaine villageoise

Sensibilisation des élèves à l'hygiène, l'assainissement et à l'environnement

Les objectifs :

Sensibiliser les élèves, les enseignants et le milieu sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène, d'assainissement, d'environnement et de développement durable.

Les actions de sensibilisation peuvent toucher plusieurs thématiques :

- ♦ Les thématiques de l'eau, l'hygiène et la prévention des épidémies.
- ♦ Le développement durable et l'éducation environnementale.

Méthodologie :

Les actions de sensibilisation sont organisées par les services techniques avec l'appui du Partenariat.

Les services techniques mobilisés sont :

- ♦ Les services de l'hygiène pour les sensibilisations sur l'eau et l'hygiène (en général 2 par école : une première dès la fin de la réalisation des infrastructures, une seconde entre 6 à 12 mois après),
- ♦ Les services de l'Environnement et des établissements classés pour les actions de sensibilisation
- ♦ sur l'environnement.



Thématique 2 : Education

Evaluation de l'apprentissage des enfants – Région de Saint Louis et Matam

Cadre d'intervention : Programme JANGANDOO

Objectifs :

- Mesurer les capacités de lecture des enfants du primaire,
- Mesurer les capacités en mathématiques des enfants du primaire,
- Mesurer les capacités en culture générale des enfants du primaire,
- Associer les acteurs de la communauté éducative



CONTEXTE

Mise en œuvre avec le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales (LARTES), le programme a pour but d'évaluer les apprentissages des enfants dans les écoles du Sénégal. Il s'agit d'interroger le sens et le niveau d'acquisition des apprentissages. Il vise à

- 1) Améliorer la qualité de l'éducation
- 2) Impliquer l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, élus locaux, société civile, familles) dans la réalisation d'une évaluation indépendante et périodique sur les apprentissages dans l'éducation primaire au Sénégal
- 3) Développer des actions de mobilisation et de plaidoyer

Le Partenariat s'est vu confier la réalisation de l'étude pour les Régions de Saint Louis et de Matam.

ACTION à CONDUIRE

Dans sa zone d'intervention, les ONG partenaires du programme doivent :

- Assurer un travail d'animation et de mobilisation sociale
- Réaliser un travail d'enquêtes et administrer des tests d'évaluation auprès des enfants
- Assurer le suivi des actions menées et une communication fiable sur la qualité des actions

Les actions menées par le Partenariat ont démarré le 3 juin 2013. Pour la Région de Saint Louis, le Partenariat s'est appuyé sur le Collectif des Enseignants de Saint Louis

RESULTATS :

Le résultat des Etudes JANGANDOO sur la qualité des apprentissages s'est faite à Dakar le 11 Décembre 2013.

Sur les 15 000 enfants testés 81% sont en échec au test de validation des apprentissages.

90% sont dans la tranche d'âge de 8 à 12 ans.

90% et plus dans les écoles franco arabes, les Daaras et les structures communautaires.

82% sont des garçons et 79% des filles.

Les plus mauvais résultats concernent le calcul.

Les recommandations sont d'intervenir le plus rapidement possible pour agir sur la qualité des apprentissages au Sénégal et notamment à travers la nouvelle réforme de l'Education et le POST 2015.

Thématique 3 : Santé et Action Sociale

Amélioration des conditions d'accès aux soins

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectif : Améliorer les conditions socio sanitaires des populations et le développement de la santé dans le cadre d'une concertation active entre les différents acteurs dans le système de santé local.



Prise en charge des personnes handicapées (attribution d'appareillage)

CONTEXTE

Ces stratégies se font en partenariat avec le Centre Hospitalier Régional de Saint Louis, qui depuis 2000 les organisent au niveau de la Région de Saint Louis, à travers sa mission de service publique, les services de l'action sociale, les Collectivités Locales et les associations d'handicapés moteurs.

Le GIC de Dagana maître d'ouvrage de l'activité, à travers sa commission santé et action sociale a identifié la tournée d'appareillage comme priorité de son plan d'action 2013.

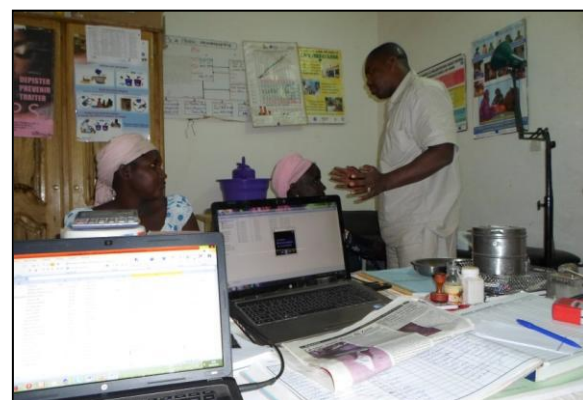
OBJECTIFS

Améliorer les conditions de vie et de mobilité des personnes handicapées moteurs du département de Dagana, à travers :

- Une mission de lobbying,
- Une mission de consultation et de prise de mesure et,
- Une mission de livraison

RESULTATS ATTENDUS

- Plus de 200 personnes sont consultées et des prises de mesure effectuées sur certains patients
- Plus de 50 appareils orthopédiques sont livrés
- Plus de 60 aides techniques sont livrées (cannes, béquilles)
- 25 fauteuils roulant sont livrés
- Plus de 50 appareils orthopédiques sont livrés
- Un point de presse est tenu (Ecriture, orale et visuelle),
- Un film documentaire de 10 à 15 minutes est réalisé



Consultation et prises de mesure



RESULTATS ATTEINTS

Localité	Personnes consultées	Appareils à livrer	Aides techniques à livrer	Réparations	Prix des appareils	Participation des CL	Personnes référées	Fauteuils
Dagana	37	9	11	4	376 000	81 000	1	2
Gaé	10	2	2	1	133 000	22 000	1	2
Richard Toll	15	9	7	2	295 500	40 000	4	4
Mbane	30	3	3	0	134 500	22 000	12	1
Rosso	8	3	4	0	34 000	9000	2	1
Bokhol	6	6	4		105 000	20 000	1	2
Ronkh	34	11	9	0	378 000	40 500	6	4
Ngnith	14	2	5	0	89 000	17 000	1	0
Diam	41	10	9	2	404 000	68 000	11	2
Ross Béthio	11	4	2	0	72 000	16 000	2	0
Total	217	57	56	9	1 852 500	338 500	41	18



Thématique 3 : Santé et Action Sociale

Amélioration des conditions de soins – Commune de Rosso

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : le but du programme est d'améliorer les conditions socio-sanitaires des populations et de favoriser le développement de la santé communautaire à l'échelle de la commune.



La santé est un acte prioritaire pour la commune de Rosso confirmant ainsi les orientations de cette coopération entre Saint-Laurent-Blangy et Rosso depuis le premier plan d'action 2007-2009.

La mission d'Avril 2013 a permis de faire le point sur les projets initiés lors du précédent programme 2010 – 2012 et de planifier les actions du prochain programme 2013 – 2015.



Délégation immercurienne – Avril 2013

Réhabilitation des infrastructures sanitaires

Dans le cadre du plan d'action 2012, la programme a permis la construction de la maternité de Rosso conjointement avec le soutien du programme de coopération du Conseil Général du Nord.

Les travaux ont été réceptionnés définitivement le 2 août 2013 et l'inauguration a eu lieu en décembre 2013.



La maternité



L'inauguration

Pérennisation des actions de santé scolaire – « La journée Santé Scolaire »

CONTEXTE

La priorité du programme 2013 – 2015 est de permettre la pérennisation des projets menés lors des précédents programmes.

L'amélioration des conditions d'accès aux soins étant une réalité, la commune de SLB et de Rosso ont tenu à intégrer la mise en place d'actions de renforcement de compétence des acteurs locaux et des bénéficiaires en vue d'accompagner l'adoption de bonnes pratiques et de favoriser l'évolution des comportements.

ECOLES	EFFECTIF			
	G	F	Total	Enseignants
TOTAL 7 écoles	1301	1374	2675	60
COLLEGES	EFFECTIF			
	G	F	Total	Enseignants
Collège de Rosso	473	547	1020	25
CEM Franco Arabe	33	32	65	5
TOTAL Rosso	1807	1953	3760	90

Depuis le lancement des actions de coopération, la santé scolaire a toujours tenu une place importante au sein des actions menées par les collectivités.

Afin de garantir le succès des précédentes actions, une journée annuelle de la santé scolaire a été instaurée à Rosso.

Ces actions, prévues dans le plan d'action 2013 ont eu lieu en juin 2014.

OBJECTIFS

- Prévenir et sensibiliser les élèves et les enseignants sur la bilharziose,
- Promouvoir la santé de la reproduction des collégiens;
- Renforcer les connaissances des enseignants, des élèves et de leurs parents sur les comportements à adopter, les conduites à tenir afin de limiter les risques.

RESULTATS ATTENDUS

- Renforcement de connaissances sur les maladies et changement positif de comportement.
- La sensibilisation et la prévention des élèves de Rosso sur la thématique de la bilharziose sont effectuées. (7 écoles)
- Les collégiens sont sensibilisés sur la santé de la reproduction. (2 collèges)
- Les connaissances des enseignants, des élèves et de leurs parents sont renforcées en matière de santé publique.



Thématique 3 : Santé et Action Sociale

Programme de Renforcement Nutritionnel

Cadre d'intervention : Convention de partenariat avec la Cellule de Lutte Contre la Malnutrition – Etat Sénégalais

Objectif : L'objectif global du projet est de promouvoir la santé de la reproduction à travers la lutte contre la mortalité maternelle et infantile pour l'atteinte des OMD 4 et 5.



Suivi – promotion de la croissance

Le Programme de Renforcement Nutritionnel est une initiative de l'Etat sénégalais, afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement - au niveau de la santé. Le Partenariat a été choisi, au niveau du District Sanitaire de Podor en 2009 pour ce défi.

Ce programme vise la survie de l'enfant grâce à la promotion de la santé et de la reproduction. Ainsi les **personnes concernées** sont prioritairement **les enfants âgés de 0 à 59 mois et les femmes enceintes**. De ce fait, plusieurs activités sont menées pour suivre la démarche sanitaire de l'Etat sénégalais.

En 2013, le Partenariat est intervenu dans 6 collectivités du Département de Podor, soit 37 sites de nutrition. (Guédé Village, Gamadji Saré, Dodel Ndoum, Guédé Chantier et Démette)

Pour cette période **16 506 enfants ont pu être pesés**. Cela permet de constater mensuellement l'état de réduction de la malnutrition, à travers le gain de poids adéquat. Sur ce chiffre, **4 326 enfants** ont été dépistés en état de malnutrition aiguë modérée et **221 enfants** en malnutrition aiguë sévère.

En complément des séances de dépistage, le programme propose des démonstrations culinaires pour les mères d'enfants malnutris à raison de 3 démonstrations par semaine pendant trois semaines.

De même, chaque enfant malnutri modéré bénéficie à la fin de chaque semaine de 1 kg de farine enrichie.

L'ensemble des enfants dépistés ont été référés dans les postes de santé de la zone de dépistage.

Une des actions principales est les causeries qui sont menées tous les mois et permettent de rassembler entre 15 et 18 femmes dans le but de discuter sur un thème sanitaire les concernant. Par exemple en 2013, **1 263 causeries ont eu lieu et on dénombre la participation de 17 833 personnes**.



Thématique 4 : Environnement

Programme de Diffusion des Energies Alternatives en Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Identification et mise en œuvre de projets pilotes

Objectif : Le programme a pour but de promouvoir la diffusion et l'utilisation des énergies renouvelables, par la mise en œuvre de projets innovants, duplicables à l'échelle régionale.



Promotion et Diffusion du Biogaz

En 2012, le Partenariat a initié un projet pour la mise en place d'une **unité collective de production de biogaz au sein des abattoirs de Saint Louis.**

Objectifs

- ♦ Favoriser la fourniture en énergie biogaz des ménages limitrophes de l'abattoir ;
- ♦ valoriser les matières organiques de l'abattoir et réduire la pollution du site – les nuisances ;
- ♦ promouvoir le procédé biogaz, afin d'en faciliter la duplication en milieu urbain et rural.

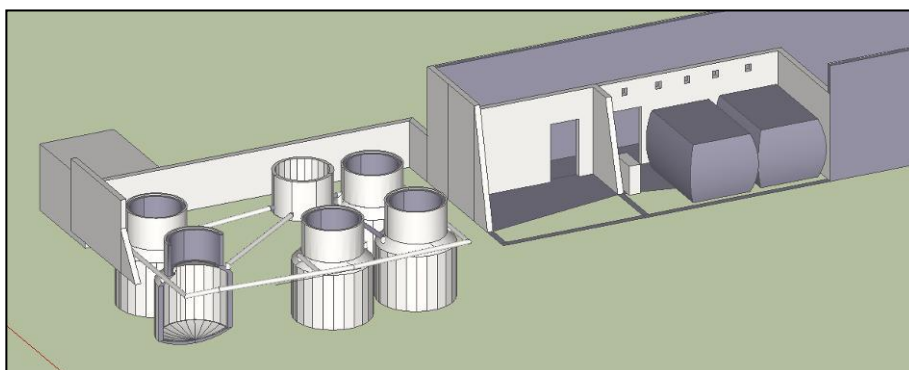


Résultats :

- ♦ Une unité de 5 cuves de méthanisation a été construite
- ♦ Le personnel des abattoirs a été formé
- ♦ Une structure de gestion des équipements a été mise en place
- ♦ Un bassin de récupération des eaux résiduelles a été construit
- ♦ Les eaux résiduelles seront utilisées pour les activités maraîchères voisines

En 2013, le Partenariat a poursuivi ce projet pilote afin de finaliser le raccordement aux ménages environnants.

D'une manière générale, la promotion et la diffusion des énergies alternatives, notamment biogaz constituent l'ossature du programme « Energie Région » qui sera prochainement mis en œuvre par le Partenariat.



Thématique 4 : Environnement

Programme Eco – Construction de diffusion de la Voûte Nubienne

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Mise en place de partenariats innovants

Objectif :

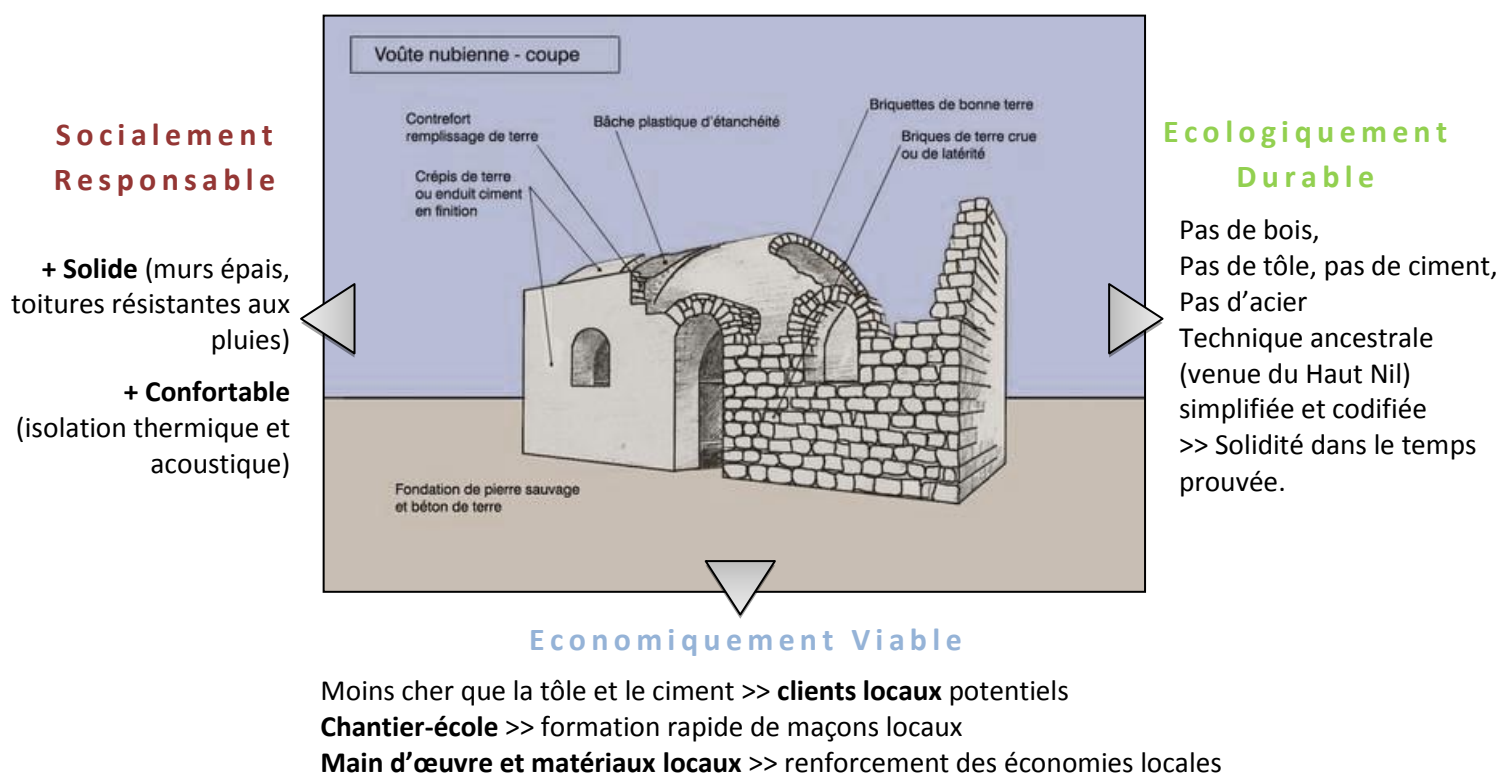
- Permettre un accès durable à une architecture adaptée pour le plus grand nombre de bénéficiaires.
- Permettre un transfert de compétences et de méthodologie du programme, ainsi qu'une diffusion à plus grande échelle.



En collaboration avec l'association La Voûte Nubienne, le Partenariat a amorcé un programme de vulgarisation de la technique de construction en Voûte Nubienne dans le Département de Podor.



Le Concept Voûte Nubienne



Sensibilisation des populations et amorce d'un Marché Voûte Nubienne

Modalités de mise en œuvre :

- ♦ **Appui/formation** des vulgarisateurs issus de villages-pilotes qui **identifient des clients**
- ♦ **Réalisation de chantiers par des maçons qualifiés** (rémunérés par les clients)
- ♦ **Formation** simultanée des premiers **maçons locaux « sur le tas »**
- ♦ **Accompagnement du marché et retrait de l'association** (lorsque le marché est autonome)

Résultats après trois saisons de vulgarisation : Septembre 2011 – août 2014 :

- 19 Bâtiments simples réalisés
- 6 Villages pilotes ouverts
- 2500 personnes sensibilisées
- 5 apprentis maçons en formation



Construction de bâtiments Communautaires

Objectifs :

- Construire des bâtiments pour chacun des « modèles » (salles de classe, centre de santé, etc.) ;
- Décrire les composantes de chacun de ces bâtiments, afin de livrer des référentiels techniques, plans, délais, coûts, cahier des charges ;
- Sensibiliser et former des entreprises, lors des chantiers de ces bâtiments ;
- Communiquer à plus grande échelle et appuyer la diffusion de ces nouvelles techniques, notamment auprès des institutions sénégalaises (Etat, Collectivités)
- Recherche et développement sur des techniques complémentaires

Résultats : 3 bâtiments communautaires construits,



1^{er} Salle de Classe en VN du Sénégal
(Système poutre béton)



1^{er} maternité en VN du Sénégal



Ferme pilote en construction

Thématique 4 : Environnement

Collecte, tri, gestion et valorisation des Ordures Ménagères dans les Collectivités Locales de la Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : 10^{ème} FED – Appui aux Autorités Locales du Sénégal - EUROPAID

Objectifs :

- Améliorer le cadre de vie sanitaire et environnemental des habitants des collectivités sénégalaises

- Mettre en place des systèmes intégrés de gestion et de valorisation des Ordures Ménagères



CONTEXTE

Dans le cadre du 10^{ème} FED, le Partenariat accompagne trois collectivités pour la mise en place de programme de 2 ans pour l'amélioration du cadre de vie de la population par le développement de système de gestion des Ordures Ménagères.

Il s'agit des Communes de Rosso, Podor et Guédi.

Activités – Rosso (2012 - 2014)

- Mettre en place un système de collecte par abonnement des Ordures Ménagères
- Optimiser la collecte afin de mettre en décharge 90% des déchets solides
- Mobiliser et sensibiliser les populations
- Assurer la collecte dans les lieux publics
- Eradiquer les dépôts sauvages
- Construire une décharge



Poubelles à Rosso

Activités – Podor (2012 - 2014)

- Mettre en place une plate-forme de tri sélectif des déchets au sein de la décharge
- Former les responsables du nettoyage sur le tri et la valorisation des déchets
- Installer une unité biogaz et des unités de traitement des déchets (acier, papier, plastique)
- Sensibiliser les populations locales



Tri sélectif à Podor

Activités – Guédi (2013 - 2015)

- Elaboration d'un plan stratégique de nettoyage
- Création d'un service technique municipal et d'un GIE de collecte
- Construction de latrines pour les ménages
- Mettre en place 10 unités biogaz - ménages
- Sensibiliser les populations

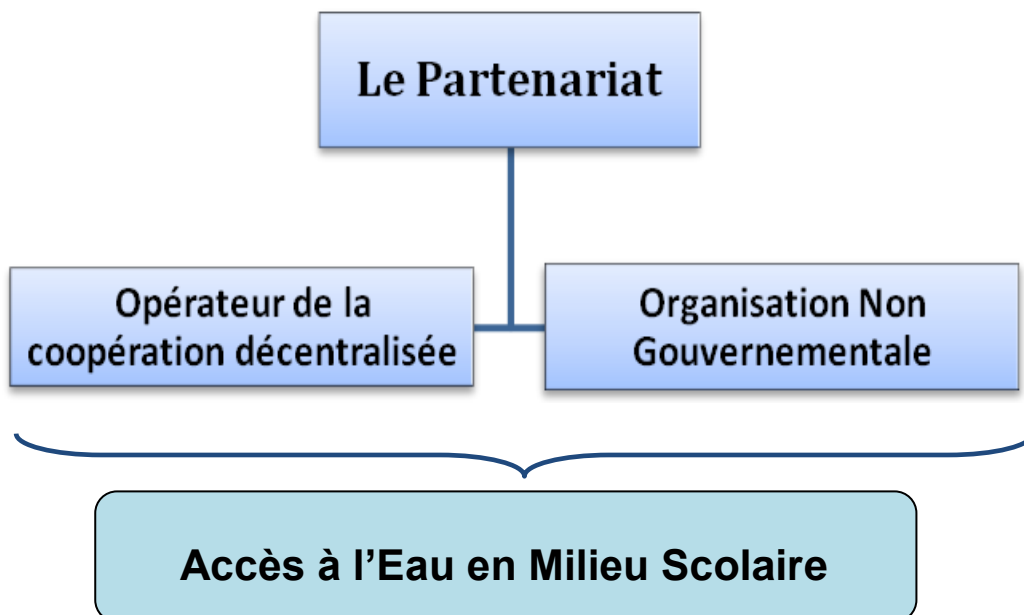


Latrine à Guédi

La Coopération avec le Maroc



Thématiques et cadre d'intervention :



Eau et Assainissement en Milieu Scolaire

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l'Agence

Française de Développement



Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires : l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Installation de la nouvelle Antenne du Partenariat au Maroc et missions de terrain

Le premier semestre de l'année 2013 a été consacré à la remise en état de l'antenne du Partenariat au Maroc et à la constitution d'une nouvelle équipe, en vue du lancement du PAEMS.

Deux volontaires ont été missionnés pour établir la nouvelle antenne et relancer les activités. Ces démarches ont permis de mobiliser les acteurs du secteur de l'éducation nationale autour des enjeux du Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire.

Une mission d'installation des volontaires a été menée entre le 15 et le 19 avril 2013 afin de présenter la nouvelle équipe aux partenaires et établir un plan d'action pour permettre la mise en œuvre des activités.

Poursuivant les mêmes objectifs, le Partenariat a également participé au Forum Associatif du 18 au 22 mars 2013, organisé par le Conseil Régional Nord Pas de Calais et le Conseil Régional de Doukkala Abda.

Cette participation a permis de rencontrer les autorités locales et de préparer l'installation de la nouvelle équipe.

Les démarches engagées par le Partenariat ont permis la signature d'une convention avec le Ministère de l'Education Nationale sur la base des objectifs du Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire. Cette convention permet d'intervenir dans un cadre institutionnel en accord avec la planification établie par les services techniques du Ministère et notamment la Délégation Provinciale du Ministère de l'Education Nationale de Safi.

Diagnostic de Terrain et lancement des activités

Suivant la méthodologie du Partenariat, un travail de diagnostic a été mené par l'équipe terrain afin d'établir un plan d'action. Ce travail a été mené avec l'appui de la Délégation Provinciale de Safi et a permis d'établir un état des besoins du secteur en matière d'eau et d'assainissement. Au total, ce premier diagnostic a permis d'évaluer le niveau d'équipement de 413 écoles dans la Province de Safi.

A travers ces résultats, les écoles sans aucun ouvrage annexe ou non fonctionnelles (eau potable, latrines fonctionnelles et clôture) ont été identifiées comme prioritaires.

Le premier chantier de la nouvelle programmation a été lancé en avril 2014.

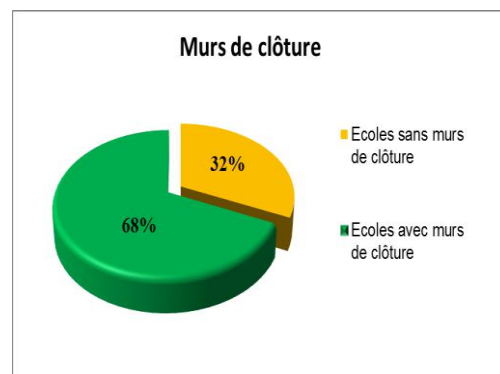
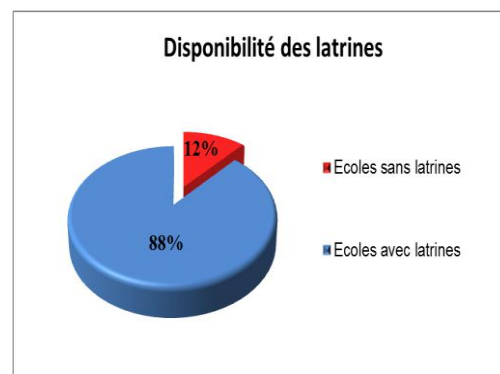
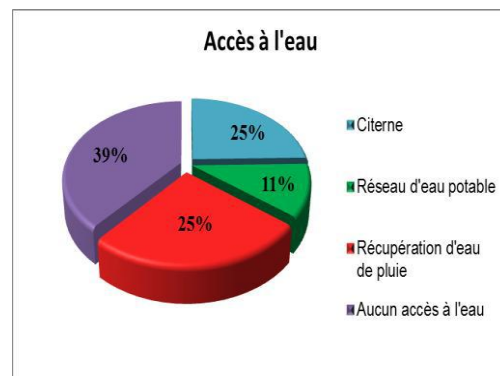
Sur un total de 413 écoles primaires en province de Safi.

- 89% des écoles primaires de la province de Safi ne disposent pas d'un accès à l'eau potable, et 39% d'entre elles n'ont aucun accès à l'eau.
- 25% des écoles doivent acheter de l'eau pour remplir des citernes, par l'intermédiaire de la commune ou des parents d'élèves. Ce système est inefficace si les acteurs responsables ne sont pas assez impliqués dans le fonctionnement de l'école.
- 25% utilisent un système de récupération d'eau de pluie (matfaïa). Cette ressource tend à être durable si la citerne prévue a une capacité suffisante, mais l'eau y est insalubre.
- Enfin, seuls 11% des écoles bénéficient d'un accès à l'eau potable, soit grâce au réseau ONEEP, soit grâce à un puits.

La plupart des écoles ont bénéficié de programmes de l'Etat visant à les doter de latrines. Mais ce chiffre est à relativiser : dans les écoles ne bénéficiant pas d'un accès à l'eau, les toilettes sont de fait inopérantes. De plus, dans les écoles utilisant un système de citerne ou de récupération d'eau de pluie, si la ressource est trop éloignée du bloc sanitaire, les latrines sont également inopérantes.

Un tiers des écoles de la province de Safi ne sont pas clôturées. La clôture est un élément important de l'école, pour sa sécurisation mais également pour l'isoler de l'extérieur et donc aider à la concentration de l'élève et à son implication une fois dans l'enceinte de l'école.

Exemple d'une école sans accès à l'eau potable, sans latrines fonctionnelles et sans clôture



Le Pôle Education au Développement

RAPPEL SUCCINCT DU CONTEXTE INITIAL

Depuis 8 ans, le Centre Gaïa inscrit son action en faveur de l'éducation à la citoyenneté internationale et sensibilise les populations Nord-Sud aux questions de développement, des inégalités Nord-Sud et au développement durable.

En tant qu'organisation d'Education au Développement et à la Citoyenneté Internationale, la volonté d'action du Partenariat au niveau global et sa capacité d'impact résident dans la mise en œuvre d'actions de sensibilisation/formation à l'égard des populations du Nord, afin qu'elles puissent être porteuses, à terme, de la lutte contre les inégalités au Nord et au Sud.

Les enjeux soulevés par le Partenariat visent :

- ♦ La formation de citoyens avertis et concernés par les enjeux du monde actuel et conscients de leur rôle et de leur responsabilité dans la réduction des inégalités ;
- ♦ L'appui et le soutien aux politiques publiques pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- ♦ L'accroissement du sentiment d'appartenance à l'Union Européenne.

En 2013, le centre Gaïa entre dans la deuxième année d'un programme triennal, cofinancé par l'AFD.

- ♦ **Objectif global** : Contribuer à la responsabilisation de la société civile française et européenne et plus particulièrement les acteurs de l'éducation, les ONG et les collectivités locales sur la mise en place d'actions visant à réduire les inégalités au Nord et au Sud et à soutenir la Solidarité Internationale dans une perspective de développement durable.
- ♦ **Objectif spécifique** : Favoriser la compréhension et la prise de conscience des enjeux et problématiques d'Education au Développement et à la Citoyenneté Internationale, répondre aux demandes et accompagner les initiatives des publics cibles.
- ♦ **Résultat 1** : les porteurs de projets de solidarité internationale développent leurs compétences dans le montage de projets, accroissent leur connaissances de l'EAD-SI et l'intègrent dans des projets de long terme.
- ♦ **Résultat 2** : Les acteurs de l'éducation s'approprient des outils, méthodes et des ressources nécessaires pour intégrer l'EAD dans leurs enseignements et leurs pratiques éducatives.
- ♦ **Résultat 3** : Les jeunes citoyens français et européens ont une meilleure appréhension des enjeux et problématiques liés à une société mondialisée et mettent en place des actions, à leur niveau pour sensibiliser leurs pairs et lutter contre les inégalités.
- ♦ **Résultat 4** : Les ONG et les acteurs des territoires ciblés en France et en Europe (notamment les collectivités locales) coordonnent leurs actions et mutualisent leurs compétences pour que la place de l'EAD dans les pratiques éducatives et dans les politiques publiques territoriales devienne prioritaire.

GROUPES CIBLES

Le public ciblé identifié se distingue en deux groupes :

- ♦ Les acteurs relais en France et en Europe : les associations de solidarité internationale, les ONG d'autres pays européens et du Sud, les réseaux locaux/nationaux/internationaux d'EAD-SI, les collectivités locales.
- ♦ Les publics à sensibiliser : les enseignants, les enfants et jeunes de la maternelle au lycée, les étudiants, les encadrants d'établissements spécialisés, les associations de parents d'élèves, les porteurs de projets de solidarité internationale (lycéens, jeunes, associations), les éducateurs de structures sociales, les jeunes et adultes dans le cadre des structures extrascolaires, les adultes, le public intergénérationnel.

L'APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS

Résultat 1 : les porteurs de projets de solidarité internationale développent leurs compétences dans le montage de projets, accroissent leur connaissances de l'EAD-SI et l'intègrent dans des projets de long terme.



L'APP 2013 en bref

Activité 1.1 : Optimisation du suivi et de la préparation des porteurs de projets vers le Sénégal et le Maroc.

La démarche d'accompagnement, définie en 2012, a été formalisée et insérée dans le livret d'accompagnement des porteurs de projets. Les conventions d'accompagnement sont utilisées pour chaque porteur de projet.

Les supports pédagogiques d'accompagnement créés et perfectionnés en 2012 sont systématiquement utilisés : le module de formation au montage et un livret d'accompagnement. Celui-ci reprend le parcours d'accompagnement, les offres de formation et leurs objectifs, et contient une base de documentation ainsi qu'un outil de suivi d'accompagnement.



Un travail est en cours sur le nouveau module de formation de préparation au départ.

En 2013, 28 porteurs de projets ont été rencontrés ou ont contacté le Partenariat pour un accompagnement. Au total 11 projets ont été mis en place au courant de l'année 2013 (soit 57 personnes) et 13 sont toujours en cours de montage.

Activité 1.2 : Développement d'un accompagnement long terme

Cet accompagnement s'est développé grâce à la constitution d'une base de données « bourse aux projets » consultable sur le site internet de l'association, au travail en cours de réalisation d'un document méthodologique pour la mise en place de projets de long terme et multi partenariaux : convention de partenariat, ainsi qu'à l'identification de projets de long terme permettant un partenariat multi-acteurs.

Pour autant il apparaît que ce type de projet est difficile à mettre en œuvre et ont donc une importance moindre par rapport aux projets plus ponctuels.

Activité 1.3 : Appui à la mise en œuvre de projets d'Éducation au Développement au retour

Pour cette activité un groupe de travail interne EAD/Coopération dans l'appui aux porteurs a été créé réunissant la coordinatrice du Partenariat à Lille, le responsable des formations et les deux chargés de mission Coopération. Un outil de suivi et un module de formation sur l'EAD dans les projets de SI ont été conçus. Afin d'accompagner les porteurs dans leurs actions d'EAD, **quatre formations** de sensibilisation à l'EAD de porteurs de projets non conventionnés avec le Partenariat ont été réalisées.

De plus un travail de capitalisation des projets Sud et actions Nord a été réalisé.

INFORMATION SUR L'EXISTENCE DU DISPOSITIF

Le Partenariat a réalisé une plaquette de présentation de l'appui aux porteurs de projet présentant la démarche d'accompagnement. Elle est téléchargeable sur le site internet du Partenariat.

Les porteurs de projets peuvent également être orientés vers le Partenariat par la cellule d'animation d'Agir à l'International (ancienne cellule DRAPP). Cette cellule d'animation centralise les diagnostics réalisés par l'ensemble des structures d'accompagnement de projets du Nord-Pas de Calais et les oriente vers la structure la plus adaptée pour leur projet. Les projets développés dans les régions de Saint-Louis et de Doukkala Abda sont ainsi orientés vers le Partenariat.

Enfin, certains porteurs de projets, prennent connaissance du dispositif suite à un voyage au Sénégal, par le biais de relations (amis, collègues...) ayant déjà été accompagnés par le Partenariat, ou lors du Forum des associations solidaires de l'Université Catholique de Lille, auquel le Partenariat participe.

RENCONTRE DES PORTEURS DE PROJETS

Les porteurs de projets prennent contact par mail ou par téléphone. Une fiche de renseignements leur est demandée et par retour de mail, un rendez-vous est fixé très rapidement pour une première rencontre. Le travail de suivi est ensuite adapté aux possibilités de déplacements et aux besoins des personnes. Le suivi se fait en grande partie par mail et par téléphone, et lors des temps de formations collectives.

DEROULEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT

Un accompagnement en **9 étapes** a été défini :

- rencontre préalable : le porteur de projet expose son projet
- penser le projet et faire un diagnostic : de l'idée à l'émergence du projet, réflexion, question de la faisabilité
- conseils et documentation sur le montage et le suivi de projet
- mise en relation avec des partenaires locaux
- orientation vers les partenaires techniques et financiers
- aide au montage de dossiers (projet et demande de financements)
- informations pratiques avant le départ
- appui logistique et organisationnel pour la mise en œuvre du projet sur place
- débriefing au retour, appui à la restitution

LES FORMATIONS COLLECTIVES

3 temps de formations collectives ont été définis en 2013 pour compléter l'accompagnement :

- Formation 1 : « **Comment monter un projet de Solidarité Internationale ?** » (la Solidarité Internationale, le cycle de projet, le travail en partenariat, les financements...)
- Formation 2 : « **Préparation au départ** » (la rencontre interculturelle, le Sénégal, le Maroc)
- Formation 3 : « **Et après... ?** » (Débriefing au retour, restitution et engagement)

OUTILS MIS A DISPOSITION

Le Partenariat dispose de nombreux ouvrages concernant la coopération et le Sénégal. Ils sont à la disposition des porteurs de projets, afin de les aider dans leurs recherches.

SIGNATURE DE CONVENTIONS

Durant l'accompagnement la formalisation des échanges est matérialisée par plusieurs documents :

Lorsque le principe d'un accompagnement est acquis après les premiers contacts, une **convention d'accompagnement** est signée, présentant la démarche globale, les engagements respectifs et le cadre de l'accompagnement.

Le porteur de projet s'engage par là à **adhérer à la charte des porteurs de projets**, rappelant les valeurs de l'association (partenariat local, adaptation aux besoins locaux...)

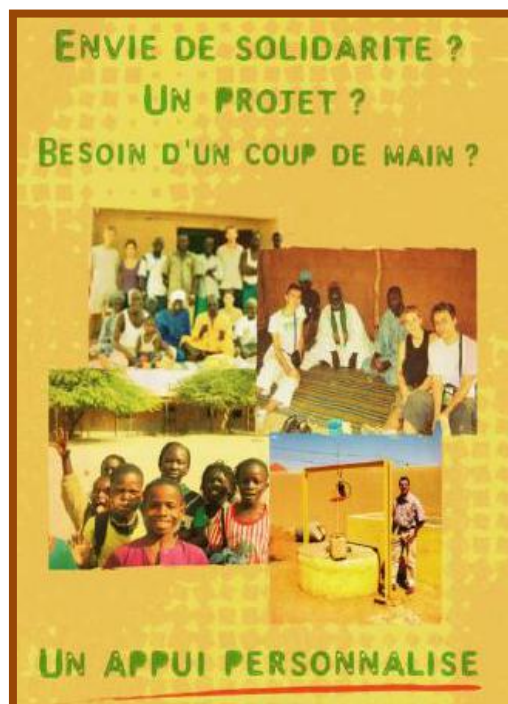
Un **échange de courriers** (de demande de partenariat et de courtoisie) est réalisé entre les porteurs de projets, les partenaires sur place et les autorités locales desquelles ils dépendent, afin de les informer de l'intention de projet et leur demander leur autorisation d'intervention.

Une **convention de partenariat** est ensuite mise en place afin de définir les liens et les obligations existants entre les porteurs de projets et leurs partenaires locaux.

MISE EN RELATION AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX

Dans le cadre du suivi des projets d'échanges entre les acteurs de la Région Nord-Pas de Calais et les acteurs de la Région de Saint-Louis dans le domaine de l'éducation, un Comité de suivi a été installé par le Conseil Régional de Saint-Louis. Ce comité regroupe le Conseil Régional, l'Inspection d'Académie, l'Antenne Technique de la Région Nord-Pas de Calais et le Partenariat. Il se réunit régulièrement depuis janvier 2008.

Les outils de suivi des porteurs de projets (tableau récapitulatif des projets et calendrier de réalisation) sont envoyés à Saint-Louis au Partenariat et à l'antenne du Conseil Régional pour les informer au mieux.



ACCOMPAGNEMENTS MENÉS EN 2013

Tableau récapitulatif	2013	2012	2011	2010
Porteurs de projets rencontrés ou contactés :	28	30	27	35
dont projets en France	6	7	4	
dont projets au Sénégal	18	20	21	31
dont projets au Maroc	4	3	2	4
Projets réalisés :	11	5	9	10
dont projets en France	4	1	4	
dont projets au Sénégal	6	4	3	10
dont projets au Maroc	1	-	2	-
Nombre de rencontres sans suites ou de projets arrêtés :	5	10	9	8
dont projets en France	1	2	-	-
dont projets au Sénégal	2	8	9	5
dont projets au Maroc	2	-	-	3
Nombre de projets en cours de montage :	13	13	9	17
dont projets au Sénégal	10	8	9	15
dont projets au Maroc	1	3	-	2
dont projets en France	1	2	-	-
Nombre de jeunes Français partis au Sénégal	47	16	16	79
Nombre de jeunes Sénégalais accueillis en France	-	-	-	28
Nombre de jeunes Français partis au Maroc	10	-	7	-
Nombre de jeunes Marocains accueillis en France	-	-	-	-

PROJETS REALISES EN France

Plusieurs porteurs de projets se rapprochent du Partenariat pour être accompagnés dans la mise en place de projets de solidarité internationale, sans déplacement dans un pays du Sud. Ces projets prennent donc la forme d'actions de sensibilisation et/ou d'éducation au développement. Cette année quatre groupes ont été accompagnés :

- Deux groupes distincts de l'association RESIPROC (Etudiants En Ingénierie des Projets de Coopération)
- Un groupe de l'association Cinéligue dans le cadre de leur projet « Imaginons un Monde Meilleur au Cinéma »

- Un groupe d'étudiantes en STEP, L'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formations Professionnelles Agricoles, dans le cadre d'un projet de sensibilisation à l'assainissement de l'eau.

PROJETS REALISES AU SENEGAL

- Projet IMPro Tempo
- Projet IMPro Chemin Vert
- Ndimbeul II
- En avant Sénégal
- Association Baobab 2
- Lycée Arthur Rimbaud de Sin le Noble
- Atelier Jeunes et Partage - ABEJ

PROJETS ACCOMPAGNES EN 2013 (réalisation prévue en 2014)

De nombreux porteurs de projets sollicitent l'association avec au départ une idée assez vague de ce qu'ils envisagent de réaliser, sans partenaire identifié, ni actions concrètes à réaliser.

La présence de personnel de l'association au Maroc et au Sénégal permet de favoriser la mise en relation et de faciliter les échanges de ces porteurs de projets avec des associations et autres structures locales, puis de leur proposer par la suite un accompagnement dans l'élaboration du projet.

En cette fin d'année 2013, certains porteurs sont en attente de mise en relation.

D'autres projets sont actuellement en cours, les partenaires sont identifiés, mais le projet est toujours en cours de réflexion, construction...

- Baobab 3 (projet en cours)
- Association Solidair 'enfance (départ au 1^{er} semestre 2014)
- Association Solidaire Ici et Ailleurs (départ au 2nd semestre 2014)
- Association SIAD Sans Frontière (départ au 2nd semestre 2014)
- Projet – Stage infirmier (départ au 1^{er} semestre 2014)

RENCONTRES SANS SUITE OU PROJETS ABANDONNES

Les profils sont variés pour ces porteurs de projets. Il peut s'agir de porteurs de projets que le Partenariat rencontre une seule fois sans contact par la suite, accompagnés par ailleurs ou redirigés vers une structure d'accompagnement plus appropriée à leur projet. Parfois également, il s'agit de projets abandonnés en cours de route pour des problèmes de financement ou bien pour d'autres causes.

Quelques porteurs de projets rencontrés en 2013 par l'association sont en attente ou bien n'ont pas renouvelé leur contact.

- Conscience Solidaire
- Lycée Professionnel de Sallaumine
- Projet Alexis Delporte
- Pour un Sourire (AFERTES)

- Pour un sourire 2
- Association EQUI'T
- Projet La Goutte d'Eau
- Sénégal'Africa (FFBC)
- Monsieur Ledaine
- Projet Solid'Act
- Plant'Africa 2 (FFBC)

LES TEMPS DE FORMATIONS EN 2013

♦ **APP1 : Comment monter un projet de Solidarité Internationale et Soirée de Restitution collective**

Trois personnes ont participé à cette session de formation au montage de projet le 11 décembre 2013.

La journée de formation s'est ensuite poursuivie par la soirée de restitution des groupes partis dans l'année. L'occasion est donnée aux groupes accompagnés par le Partenariat et partis pendant l'année, de restituer leurs actions et leurs projets devant d'autres groupes, devant leurs proches et devant les partenaires de l'association.

Enfin, le repas Sénégalais organisé pour l'occasion a permis aux groupes « nouveaux » et « anciens » de partager leurs expériences, d'échanger autour de leurs projets avec d'autres jeunes ayant vécu ou qui vont vivre une expérience similaire.

♦ **APP 2 : Préparation au Départ**

61 personnes ont participé aux formations de préparation au départ, dispensées le 6 février 2013, le 10 avril 2013 et le 25 septembre 2013 pour préparer leurs prochains départs au Sénégal.

Les formations furent l'occasion de re-questionner les motivations, la forme que prend le projet monté, mais aussi la rencontre interculturelle...



♦ APP 3 : Et après... ?

10 personnes ont participé à la formation APP3 du 23 octobre 2013.

Cette formation a pour but de faire un bilan de l'expérience des porteurs de projets de retour de l'étranger, de préparer un retour pour leurs bailleurs et d'aborder les pistes pour poursuivre leur engagement solidaire en région NPDC par des actions éducatives de sensibilisation ou autres.



PUBLIC D'ADULTES ET ACTEURS DE L'EDUCATION

Résultat 2 : Les acteurs de l'éducation s'approprient des outils, des méthodes et des ressources nécessaires pour intégrer l'EAD dans leurs enseignements et leurs pratiques éducatives.



Activité 2.1 : Formation de professeurs et accompagnement et suivi de projets sur le long terme

Au cours de l'année, **19 formations ont été réalisées** pour des professeurs de primaire, collège et lycée, **réunissant 234 enseignants** auxquels un dossier de formation, élaboré en 2012 a été remis.

Le programme d'immersion adulte a été amélioré, et 3 immersions ont été organisées, touchant 56 adultes.

Activité 2.2 : Création, amélioration et diffusion des outils pédagogiques

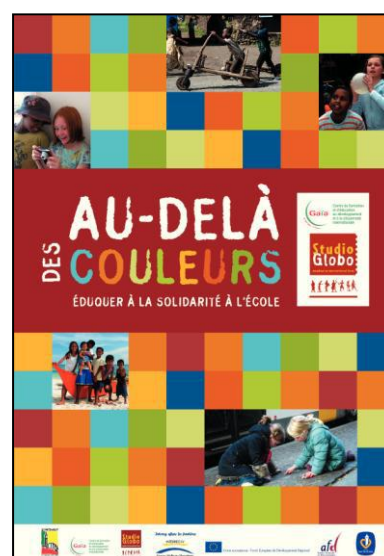
Le module eau du parcours Volon'Terre de sensibilisation au développement durable a été enrichi d'un nouveau jeu de réflexion sur l'accès à l'eau dans le monde.

Le centre a été ouvert au grand public pendant l'année lors des 7 journées porte-ouvertes (378 participants), et lors des **5 « dimanches de Gaïa »** organisés en 2013 afin de proposer un temps de rencontre, pour le grand public, autour d'une initiative de solidarité, de coopération originale.

Le jeu de plateau « Eau tour du monde », créé en 2012 a été intégré pleinement aux activités de Gaïa en 2013. 5 animations test ont été dispensées pour 90 enfants et adolescents.

Le manuel « **Au-delà des couleurs – Apprendre la solidarité à l'école** », réalisé avec notre partenaire flamand Studio Globo, mais adapté à chaque réalité, française et flamande.

L'outil est mis en vente directement au Partenariat mais également au niveau du Centre Régional de Documentation Pédagogique.



Au niveau du Centre Gaïa, l'outil est distribué à chaque enseignant dans le cadre de la formation de préparation aux ateliers d'immersion et également dans l'accompagnement de projets d'EAD en classe.

Activité 2.3 : Création et animation d'espaces de concertation

Des espaces de concertation et des animations ont été créés en collaboration avec les partenaires financiers (Ville de Lille) et techniques (Éducation Nationale, enseignants), via la participation au programme éducatif global, initié par la Ville de Lille, le renforcement de la Commission EAD du centre Gaïa et l'organisation du Comité Pédagogique Consultatif annuel.

Activité 2.4 : Organisation d'échanges d'expériences et de pratiques au niveau local, national et européen.

Deux rencontres spécifiques ont été organisées pour la réalisation de cette activité :

- La **cinquième édition des Rencontres Gaïa** (journée de rencontres et d'échanges pour les acteurs de l'éducation a eu lieu en octobre 2013 sur le thème de l'alimentation. La matinée a été consacrée à un atelier spécial pour lycéens. Durant l'après-midi une conférence, en présence de l'agronome et chercheur Marc Dufumier, a permis d'aborder la thématique « nourrir les hommes ». Au total une classe de lycée et une cinquantaine de personnes ont participé à cette journée.
- un **échange d'enseignants avec la Grande-Bretagne (déc 2013)** : une délégation de quatre enseignants anglais et un membre d'ONG se sont déplacés en région Nord-Pas de Calais. Ils ont effectué un échange de pratiques avec des enseignants français et ont mis en place des animations pour des lycéens.

En plus de ces deux temps spécifiques, le Centre Gaïa est membre du conseil d'administration d'Educasol et participe aux journées Educasol, notamment celle sur l'impact des actions d'EAD.

Par ailleurs, le Centre Gaïa a également participé à la European Partners Fair à Vienne en Autriche en septembre 2013.

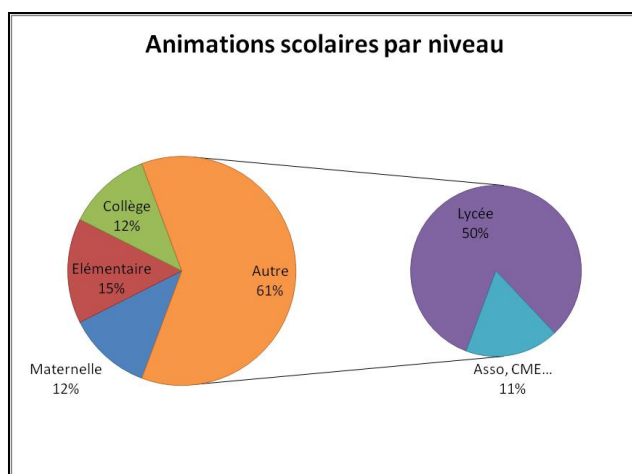
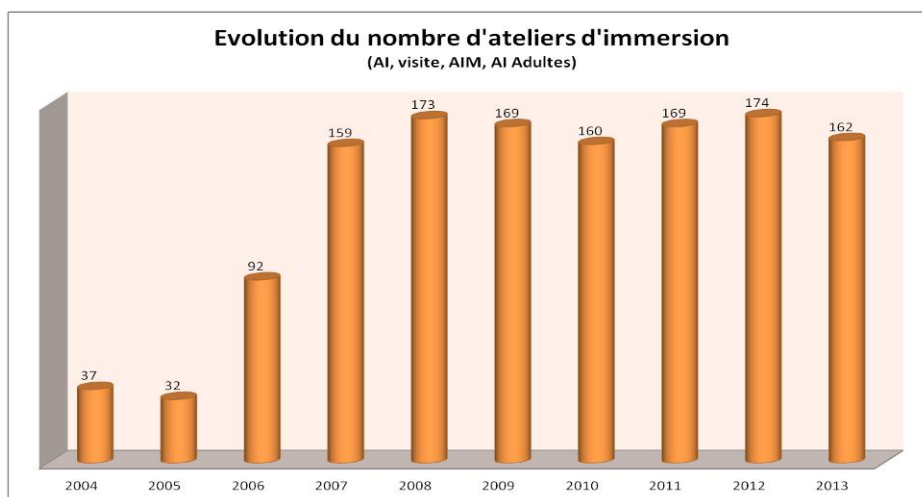
PUBLIC ENFANTS ET LYCEENS

Résultat 3 : Les jeunes citoyens français et européens ont une meilleure appréhension des enjeux et problématiques liés à une société mondialisée et mettent en place des actions, à leur niveau, pour sensibiliser leurs pairs et lutter contre les inégalités.



Activité 3.1 : Développement et optimisation des outils et des ateliers de sensibilisation et de formation auprès des enfants

La mise en place d'activités d'Éducation au Développement et d'Éducation au Développement Durable auprès des enfants et jeunes de la Région Nord Pas de Calais s'est poursuivie en 2013, avec la réalisation des animations, ateliers, parcours, classes découvertes,... **En 2013, 326 activités ont été réalisées, 8 150 personnes y ont participé** (5656 publics jeunes et 2494 adultes et tout public).



L'Éducation au développement durable se développe, les **trente parcours Volon'Terre** organisés sur l'année ont permis de sensibiliser **656 enfants** (et leurs 76 accompagnateurs). Une journée intergénérationnelle regroupant 30 enfants et 10 intervenants extérieurs autour du développement durable a été organisée. Aucune classe découverte n'a été organisée en 2013, faute de demande et de concordance des dates. A la place, une séquence de 6 animations a été mise en place pour les enfants du centre social

Lazare Garreau sur le développement durable, le recyclage et la solidarité. Un bac à compost en osier vivant a notamment été réalisé sur le toit du nouveau centre social en collaboration avec l'Atelier Paille de Ronchin.

Les outils pédagogiques ont été améliorés, notamment la balade dans Lille Sud et l'animation lycée OMD. Le scénario des ateliers d'immersion, revu en 2012 est mis en application. Il permet d'intégrer la notion de développement durable en amenant la réflexion autour des « foyers améliorés ».

Le nouveau manuel d'accompagnement, destiné aux enseignants, créé en 2012, est distribué à tous les enseignants participant aux formations de préparation aux ateliers d'immersion.

Action 3.2 : Création de nouveaux outils pédagogiques et mise en place de nouvelles activités pour la sensibilisation des lycéens aux objectifs du millénaire pour le développement et à la mondialisation.

Le comité de pilotage mis en place pour amorcer le travail de création du nouvel outil d'immersion sur la mondialisation, a poursuivi son travail cette année en se réunissant régulièrement. Le cahier des charges technique et pédagogique de projet est terminé et un scénario de film d'animation a été rédigé. En parallèle, une visite des ateliers Mondiapolis d'Oxfam Solidarités de Bruxelles a été organisée.

Action 3.3 : Accompagnement dans la mise en place d'actions par les jeunes

Le jury du concours artistique de sensibilisation aux OMD à destination des lycéens, lancé en 2012, s'est tenu en février 2013. Huit groupes de cinq lycéens, soit 45 jeunes, ont participé à ce concours. Un jury représentatif composé de 2 enseignants de lycées, d'un membre de la commission EAD du CRDTM et d'un représentant du Rectorat, s'est réuni pour sélectionner les meilleurs œuvres.

Un jury a été organisé pour récompenser les gagnants en présence de Madame Majdouline SBAÏ, Vice-Présidente du Conseil régional Nord Pas de Calais en charge de la Citoyenneté, de la Coopération décentralisée et des Relations internationales.



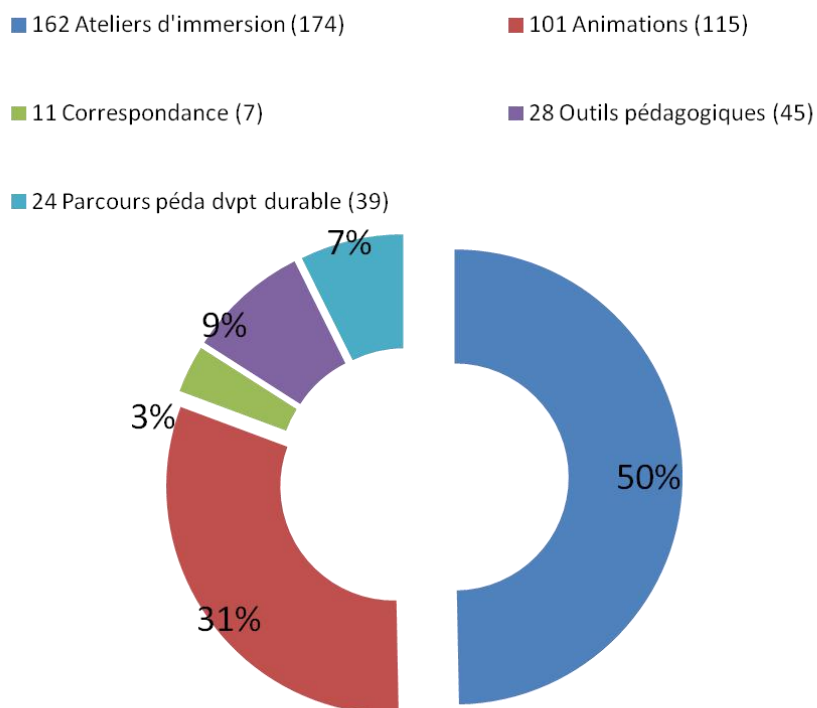
Une conférence inter-lycées a été organisée pour 6 classes de lycée (3 classes françaises et 3 classes belges) au lycée Faidherbe de Lille. Les élèves ont bénéficié de trois séances préparatoires en amont. La conférence en elle-même, avait pour but de réfléchir aux futurs ODD (Objectifs du Développement Durable), qui remplaceront les Objectifs du Millénaire pour le Développement à partir de 2015.

Dans le cadre du projet inter-académique « My World » (année scolaire 2013/2014), le Partenariat a été conventionné par le Rectorat de Lille pour accompagner des classes, former des professeurs et co-animer la journée académique de rencontres.

SYNTHESE DES ANIMATIONS 2013

Au total, pendant l'année 2013, 8150 personnes (enfants, professeurs et animateurs) ont été sensibilisées à travers les différentes activités du centre Gaïa.

Répartition par activités en 2013



LE TRAVAIL EN RESEAU

Résultat 4 : Les ONG et les acteurs des territoires ciblés en France et en Europe (notamment les collectivités locales) coordonnent leurs actions et mutualisent leurs compétences pour que la place de l'EAD dans les pratiques éducatives et dans les politiques publiques territoriales devienne prioritaire.



Activité 4.1 : Participation et promotion des campagnes nationales et européennes sur l'EAD

Le Centre Gaïa a participé activement à plusieurs événements de dimension régionale et nationale pour promouvoir l'Education au Développement,

La **Journée Mondiale de l'Eau**, dans le cadre du festival Sciences Métisses le jeu de plateau « Eau Tour du Monde » a été animée 4 fois pour 74 enfants et 7 adultes.

La **Semaine du Développement Durable** pendant laquelle un stand de jeux coopératifs a été tenu au village du développement durable à Lille (environ 50 personnes), une journée portes-ouvertes spéciale développement durable (30 personnes) a été organisée au Centre Gaïa.

La **Semaine de la Solidarité Internationale** au cours de laquelle une conférence inter-lycée, des animations sur l'eau et une balade « découverte de Lille Sud » ont été organisés.



Activité 4.2 : Capitalisation des savoir faire et échanges d'expériences dans un but mutualiste avec ADOS et création d'outils et de projets communs.

Le partenariat avec ADOS s'est poursuivi cette année. La réalisation d'un outil commun de capitalisation d'expériences a été lancée et se poursuivra en 2014. Une rencontre au Ciedel, à Lyon, a été organisée en présence des salariés et membres des conseils d'administration des deux structures. Le Ciedel a accepté d'accompagner les deux structures, dans la réalisation de l'outil commun.

Activités 4.3 : Appui à la structuration d'un pôle EAD-SI de ADOS sur son territoire dans une perspective d'ouverture nationale et européenne

Pendant l'année, plusieurs rencontres et temps d'échanges avec ADOS ont été réalisés dans une perspective d'échange sur les pratiques et d'apprentissage réciproque. Deux membres du Partenariat et trois membres d'ADOS, ont participé conjointement à la Journée Européenne de l'Education au Développement Durable à Lyon en mars 2013.

Plusieurs partenaires potentiels, ont été identifiés lors de la European Partners Fair à Vienne, mais les conditions des appels à projets européens EuropeAid ont été modifiées (10 pays partenaires minimum), ainsi, vu le durcissement des conditions, aucun projet n'a été déposé.

Activités 4.4 : Diffusion de l'EAD sur les territoires d'intervention par la participation active et partenariale aux espaces de concertation institutionnels et non institutionnels.

Le Centre Gaïa a poursuivi et développé sa participation active aux espaces de concertation d'EAD à différentes échelles :

- organisation d'une formation régionale collective lors de la JEEEEPE (journée d'échanges entre partenaires éducatifs) en décembre 2013 avec les membres de la commission EAD du CRDTM et participation aux commissions mensuelles du CRDTM.
- implication active dans les activités d'Educasol en tant que membre du Conseil d'administration (CA, AG et journées Educasol).
- participation à l'étude sur la cartographie de l'EAD sur le territoire national, organisée par l'AFD, et présence lors de la restitution.
- participation au premier Cadre d'Intervention Transversale en faveur des Initiatives des Organisations de la Société Civile de l'AFD.

Activités 4.5 : Appui au développement de l'EAD au sud par le soutien à la création du CECIDD

Le soutien du Centre Gaïa au Collectif des Enseignants de Saint-Louis à la création du CECIDD s'est poursuivi en 2013. Un cahier des charges technique et un dossier pédagogique du projet CECIDD a été validé par les deux structures. Le Centre Gaïa apporte également un appui à la recherche de financement.

Une enseignante du Collectif est venue à Lille du 17 au 23 juin 2013. Elle a observé des animations du centre, a visité des écoles pour y rencontrer des professeurs et des élèves et a participé à plusieurs réunions de travail.

♦ **Estimations chiffrées des groupes cibles mobilisés**

Types	Bénéficiaires directs	Estimation
Monde scolaire	7 972	9 500
Porteurs de projets	82	90
Tout public	530	600
TOTAL	8 584	10 190

Le total des groupes cibles mobilisés sur 2013 est en-deçà des prévisions et en deçà des réalisations de 2012, cela traduisant une légère baisse des activités à destination des enfants sur l'année 2013. Cette baisse se caractérise comme suit :

- moins 12 ateliers d'immersion par rapport à 2012,
- moins 9 parcours Volon'Terre par rapport à 2012

Ces chiffres, qui peuvent paraître importants, sont cependant à mettre en rapport avec le nombre de ces deux activités effectivement réalisées : 162 ateliers d'immersion et 30 Parcours Volon'Terre, soit près de 200 animations au sein du centre. Ces deux types d'activités nécessitant un déplacement directement au centre Gaïa, divers problèmes (neiges, grèves), ont rendu pour la plupart impossible le déplacement sur les lieux de l'activité. Parallèlement, la date d'annulation, soit quelques jours avant l'animation elle-même, soit le jour même, n'a pas permis d'affecter ces créneaux rendus disponibles à d'autres classes.

Un second élément est la baisse plus importante observée sur la location des outils pédagogiques (et notamment les malles) que notre association a créés il y a plusieurs années. Par rapport à 2012, 17 outils ont été loués en moins cette année. L'explication la plus rationnelle concernant cette baisse est le constat d'un intérêt moins prononcé pour ce type de matériel, encombrant et difficile à se procurer, qu'à l'égard de nouveaux outils disponibles dans des formats plus pratiques et utilisant les NTIC.

♦ **Actions de capitalisations et/ou de plaidoyer réalisées.**

Comme les années précédentes, le Partenariat a participé à Educasol en tant que membre du Conseil d'Administration. Cette année fut riche au niveau du plaidoyer institutionnel, pour défendre la place de l'EAD au sein des instances de concertation au niveau ministériel.

Un travail de capitalisation interne de notre action d'EAD a été entrepris, en lien avec ADOS, qui a fait la même chose au sein de sa structure. Ce travail a mené à une séance de réflexion pour mettre en commun les similitudes, les forces et les faiblesses de chaque association et d'échanger sur les pratiques.

En parallèle, le Centre Gaïa a réalisé une étude d'impact de ses activités d'éducation au développement et plus précisément des ateliers d'immersion. Cette étude a été réalisée par un étudiant en master de sociologie durant trois mois. Il a notamment observé et animé des ateliers d'immersion et rencontré et interrogé des professeurs et des élèves de primaire et de collège. Les conclusions de cette étude sont positives et des pistes d'actions ont été proposées pour améliorer et/ou retravailler certains éléments. Cette étude met notamment l'accent sur l'importance de mettre en place des outils ou dispositifs pour suivre les classes dans la durée, plutôt que de ne faire que des interventions ponctuelles.

LE PROJET MDG'15



MDG'15, un projet européen d'éducation globale pour les lycéens et les professeurs du Nord-Pas-de-Calais

Il y a trois ans débutait le projet européen MDG'15 à destination des professeurs de lycée et des lycéens. Ce projet tri-annuel a pour vocation de sensibiliser le plus grand nombre aux questions de solidarité internationale et de développement durable à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations Unies. A vocation internationale, le projet MDG'15 est mis en œuvre dans le cadre d'un consortium de huit associations du Nord (France, Royaume-Uni, Belgique, Irlande, Pologne et République Tchèque) et du Sud (Sénégal et Inde), dont l'association le Partenariat est le chef de file.



Echange entre partenaires à Maynooth en Irlande

Chaque année, le projet démarre par une rencontre entre les huit partenaires du projet. Cette année, la réunion a eu lieu à Maynooth en Irlande, chez notre partenaire Trocaire. Cette réunion était l'occasion de planifier les activités communes de l'année à venir, mais également de **partager des outils et des techniques pédagogiques entre partenaires**. Ceci permet d'optimiser les activités mises en place dans chaque pays, en lien avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement.



Animations pédagogiques

Tout au long du projet, des animations à destination des lycéens sont programmées sur différentes thématiques (eau, égalité homme/femme, éducation, mondialisation...). Prenant toujours le parti-pris de la pédagogie active, les différentes animations mettent les élèves en situation et les invitent à se rendre compte par eux-mêmes des enjeux de la solidarité internationale et du développement durable.

Durant cette deuxième année du projet, **51 animations ont été réalisées et ont touché 1134 lycéens de la Région NDPC**. 47% de ces interventions ont été réalisées dans des lycées du Nord et 53% dans des lycées du Pas de Calais ; une répartition beaucoup plus homogène que les années précédentes, où la majorité des interventions avaient lieu dans des établissements du Nord.



Concours Artistique

Le concours artistique lancé en 2012, s'est poursuivi en 2013. Un jury s'est tenu en janvier 2013 pour élire les meilleures œuvres. Il était composé de 4 personnes (un représentant du rectorat, un représentant du réseau régional d'éducation au développement et deux professeurs de lycée).

Au total, **une quarantaine d'élèves ont participé à ce concours et ont produit huit œuvres**.

Les gagnantes sont des élèves du lycée Jean Moulin à Roubaix (voir photo). Suite au jury, un vernissage et une remise des prix ont été organisés en février 2013, afin de récompenser les élèves. **Les lycéens ont été récompensés pour leur engagement et leur créativité par Madame Majdouline SBAÏ**, Vice-présidente à la Région Nord-Pas de Calais, en charge de la Citoyenneté, des Relations internationales et de la Coopération décentralisée. Un stage de street art leur a été offert, en partenariat avec le Collectif Renart. Cette soirée était également l'occasion de découvrir les œuvres qui ont concouru pour les concours artistiques organisés dans les pays partenaires du projet MDG'15.

Au mois de mai, un concours inter-pays, a permis d'élire le gagnant international. Encore une fois, ce sont les filles de Roubaix, qui ont remporté ce concours.

Accueil d'une délégation de professeurs du



Royaume-Uni

Début Décembre 2013, un groupe de quatre enseignants anglais, accompagnés d'un représentant de l'ONG Leeds DEC, est venu en Région Nord-Pas de Calais, afin d'échanger autour des notions d'éducation au développement durable et de solidarité internationale. Cette semaine a été l'occasion de visiter des lycées, de rencontrer des professeurs et des élèves français et de partager des méthodes et outils pédagogiques pour sensibiliser les jeunes ici et ailleurs.



Durant 5 jours, la délégation anglaise s'est notamment rendue dans quatre lycées de la Région Nord-Pas-de-Calais, Joliot Curie à Oignies, Senez à Hénin-Beaumont, Faidherbe à Lille et Condorcet à Lens. Lors de ces visites, ils ont pu observer les méthodes pédagogiques utilisées dans les cours de langues, rencontrer les clubs d'élèves (OMD, Comenius...) des différents établissements et également proposer des animations sur la solidarité internationale et le développement durable en anglais.

Les professeurs anglais ont également découvert certaines initiatives autour du développement durable et de l'Economie Sociale et Solidaire au cours d'une après-midi consacrée à la rencontre d'acteurs engagés sur le territoire lillois comme la MRES (Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités) et l'APES (Acteurs pour une Economie Solidaire).

Organisation d'un débat international inter-lycée

Le mercredi 20 novembre 2013, une conférence inter-lycée « Construis l'avenir » a été organisée au lycée Faidherbe de Lille. Celle-ci réunissait trois délégations de lycéens du Nord-Pas de Calais (Lille, Longuenesse et Maubeuge) et trois délégations belges de Flandres (Heist, Herk de Stad et Leuven), qui avaient réfléchi en classe aux suites à donner aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La matinée a été consacrée à des débats et des groupes de travail entre élèves. Après un déjeuner commun le midi, les élèves lillois ont fait découvrir leur ville aux autres élèves français et belges.



Cette conférence s'est déroulée conjointement dans tous les pays partenaires du projet MDG'15, sur la même thématique. Une vidéo globale, permet de montrer le travail effectué par les élèves dans les différents pays.

Rencontres Gaïa spécial lycéens

Chaque année le Centre Gaïa organise les Rencontres Gaïa. Cette journée a pour but de créer un espace de réflexion sur un thème de société et de faire le lien avec l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale. Cette année, les Rencontres Gaïa ont permis d'échanger sur la question de la souveraineté alimentaire à travers la thématique : Nourrir les hommes. La matinée était spécialement consacrée aux lycéens. Une animation de trois heures a permis aux élèves de découvrir les effets négatifs et positifs que la mondialisation a sur notre alimentation. Ils ont ensuite participé à un repas insolent.



L'après-midi une conférence a été organisée en présence de Marc Dufumier, professeurs émérite à Agro-Paris-Tech, le GRDR, Cap Solidarité et Terre de Lianes pour les lycéens et le grand public.

Formation pour professeurs de lycées

Durant la première année du projet, l'équipe pédagogique du Partenariat a conçu une formation pour professeurs de lycées intitulée « le développement durable, une clé vers l'international ». Cette formation vise à **sensibiliser les professeurs à la thématique du développement durable et de la solidarité internationale**, mais a, avant tout, pour but de fournir aux professeurs des outils pédagogiques et des idées de cours clé en main, afin qu'ils puissent intégrer ces notions dans leurs cours.



Durant la deuxième année du projet, **trois formations ont été mises en place, permettant de sensibiliser 39 professeurs.**

Accompagnement de projets

Dans le cadre de l'**appel à projets inter-académique « My World »**, lancé en région par le Rectorat de l'Académie de Lille, le Partenariat a été missionné pour accompagner les classes participantes. En 2013, il a surtout participé à la formation des professeurs et accompagné certaines classes. Le plus gros des activités se réalisant en 2014.



LE PARTENARIAT

Organisation de Solidarité Internationale

En France :

71 rue Victor Renard
59000 Lille
Tél : +33 (0)3 20 53 76 76
Fax : +33 (0)3 20 88 22 95
contact@lepartenariat.org

Au Maroc :

Angle Avenue Medina Mounouara
et Avenue de la Liberté
46 000 - Safi
Tél : +212 636 062 536
lvuillermoz@lepartenariat.org

Au Sénégal :

Rue Paul Holle
BP 746 Saint-Louis
Tél : +221 961 46 51
Fax : +221 961 46 52
plslouis@orange.sn

www.lepartenariat.org